

START-UP

Ces jeunes pousses qui aident les copropriétés à se chauffer

GREENTECH

Avec la crise énergétique et la hausse des factures, plusieurs start-up qui pilotent les installations de chauffage collectif connaissent un essor de leur activité.

Camille Wong

[@wg_camille](#)

Les prochaines assemblées générales de copropriété s'annoncent houleuses. L'objet du grief : la facture d'énergie qui flambe cet hiver, encore plus quand la principale source de consommation, à savoir le chauffage, est collective.

Depuis quelques semaines, les start-up qui optimisent et pilotent ces installations voient leur carnet de commandes se remplir. « Des copropriétés nous appellent, désespérées, avec une facture de chauffage passée de 100.000 à 500.000 euros par an », indique Eric Lenne, le cofondateur d'Efficap Energie.

Sa start-up mesure, grâce à des sondes, les consommations d'énergie et les écarts de chaleur de chaque appartement soumis au chauffage collectif. À l'aide d'un automate, elle peut ensuite mieux répartir la température en fonction des logements, entre un rez-de-chaussée souvent plus frais et un appartement à mi-étage surchauffé. À cela s'ajoutent des systèmes prédictifs en fonction de la météo et

de l'inertie thermique du bâtiment pour réguler au mieux la hausse ou la baisse des degrés. La plupart des start-up du secteur estiment faire économiser entre 10 et 20 % sur la facture finale.

Eduquer les copropriétés

« Il y a quatre ans, tout le monde se fichait de l'énergie. Maintenant qu'elle est associée à une économie, les gens se rendent compte du retour sur investissement immédiat. Quand notre abonnement logiciel coûte en moyenne 60 euros par an par copropriétaire, versus les économies générées sur une facture qui explose, le calcul est vite fait », estime Michael Lalande, le cofondateur d'Idealys.

Sa start-up développe une application tout-en-un pour les copropriétés (interphonie, relation avec le syndic, plateforme communautaire, suivi de la consommation, etc.) et, depuis ce mois-ci, une nouvelle brique pour réduire la consommation d'énergie des immeubles. Cette offre est conçue avec OCEA Smart Building, l'un des mastodontes spécialisés dans la répartition des frais de chauffage et d'eau

au sein des copropriétés. Au menu : le calcul, grâce aux données fournies par OCEA, et des conseils d'optimisation sur la consommation du foyer pour développer de bonnes pratiques.

Idealys cible historiquement les logements neufs en construction. Cette offre sur les biens existants ne devait intervenir qu'à la fin 2023 selon le calendrier de la jeune pousse. Mais la guerre en Ukraine et la crise énergétique l'ont poussé à se lancer au pied levé.

Spécialiste de la répartition des frais de chauffage

Pour ces start-up, il reste un frein majeur : la nécessité de passer par les syndicats et de faire voter leurs solutions durant les assemblées générales. Celles-ci n'ont lieu qu'une fois par an en moyenne, avec deux principales saisons, à savoir les mois de juin et en novembre/décembre.

Si Idealys traite avec OCEA, la jeune pousse Kocliko a, elle, fait le choix de concurrencer ce spécialiste de la répartition des frais de chauffage. Depuis 2019, cette dernière prend en compte l'orientation



du logement (nord, est, sud...), l'isolation ou encore la météo et créé un « jumeau numérique » du bâtiment. Kocliko vient par ailleurs d'être homologué au titre de répartiteur de frais de chauffage par la métrologie légale. Un gage de garantie pour cette start-up de 20 salariés, qui a réalisé une levée de fonds de 2,7 millions d'euros – dont la moitié de dette – en 2021.

Avec la crise énergétique, les start-up qui veulent aider la consommation des ménages ou des entreprises ne cessent de naître. « Effectivement, il y a du monde, en particulier sur le suivi de la consommation, mais nous avons une carte à jouer sur la partie comptage et mesure de température », estime Eric Vonger, le cofondateur de Kocliko, dont le coût de l'abonnement varie en fonction de l'économie réalisée par ses clients. L'entrepreneur cherche à lever des fonds pour 2023, avec l'international dans le viseur et le secteur tertiaire. Il y a urgence : contrairement aux ménages, la plupart des entreprises ne bénéficient pas du bouclier tarifaire et se retrouvent avec des coûts incontrôlés. ■

Il reste un frein majeur : la nécessité de passer par les syndicats et de faire voter les solutions.





f-Stock

La plupart des acteurs du secteur estiment faire économiser entre 10 et 20 % sur la facture finale.

